

panorapresse.ouest-france.fr

AESH dans l'Eure : les « indispensables » de l'école inclusive restent dans la précarité

4-5 minutes



Temps de travail incomplet, rémunérations sous le seuil de pauvreté, absence de réelle reconnaissance... Mardi 16 décembre 2025, les AESH de l'[Eure](#) sont mobilisés pour faire reconnaître leur métier « indispensable » à sa juste valeur. | Photo Paris Normandie

Considérés comme des piliers de l'école inclusive, les Accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) exercent leur métier dans des conditions jugées « indignes. » La FSU milite pour qu'ils aient un vrai statut et un vrai salaire.

« Ce serait vraiment le bazar si on n'était pas là. » Emmanuelle Duval-Leseigneur, la représentante des AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap) en [Normandie](#) pour le syndicat FSU ne mâche pas ses mots. Comme d'autres collègues, elle assure des missions « indispensables » pour l'inclusion des élèves.



« Ce serait vraiment le bazar si on n'était pas là », souffle Emmanuelle Duval-Leseigneur (ici au premier plan), la représentante des AESH en [Normandie](#) pour le syndicat FSU. | Photo Paris Normandie

« Cela fait onze ans que le métier d'AESH a été créé mais la précarité reste la règle », s'indigne pourtant Mathilde Marnière, cosecrétaire départementale du SNUipp-FSU.

Ces agents restent « les personnels les plus maltraités de toute l'Éducation nationale », comme l'écrit le syndicat FSU, dans une lettre récente lettre ouverte à la rectrice de l'Académie, Valérie Cabuil. Après les enseignants, c'est le contingent le plus important de l'Éducation Nationale. Il y aurait ainsi 6 000 AESH en [Normandie](#).

Les conditions de travail sont jugées « indignes » : emploi précaire (1 132 € bruts par mois, « sous le seuil de pauvreté »), temps de travail incomplet (24 h en moyenne). Elles n'ont pas non plus la « reconnaissance qu'elles méritent », confrontées à une pression et à une « montée des violences. L'école s'ouvre à de plus en plus d'enfants en situation de handicap, mais sans être adaptée », regrette Emmanuelle Duval-Leseigneur. Elles ont l'impression d'être « envoyées au front » et de jouer « les pompiers ». Sous-entendu : de pallier les carences de l'Éducation nationale.

Perte de sens et mutualisation

Les AESH ont la sensation de faire « du bricolage, de la surveillance et du gardiennage », plus qu'un véritable accompagnement. C'est le quotidien exprimé par Muriel, Sophie, ou encore Pascaline, en collègue depuis plusieurs années. « Je tiens grâce à certains profs », se reconforte l'une d'entre elles.

Le manque d'AESH fait que le temps d'accompagnement des élèves a diminué, forçant les accompagnantes à faire du « saupoudrage » et à perdre le sens de leur mission, comme Sophie, qui n'a pas le temps d'accompagner les 14 élèves qui lui sont confiés.

« Ce que nous dénonçons depuis plusieurs années, c'est la mutualisation : une AESH accompagne de plus en plus d'enfants dans sa semaine. Cela a été rendu possible au moment de la mise en place du Pôle inclusif d'accompagnement localisé (Pial). Comme les AESH ne sont pas assez nombreuses, on a réduit le temps d'accompagnement de chaque enfant, pour qu'il y ait le plus possible d'enfants accompagnés », résume Cécile Chandavoine, cosecrétaire départementale du SNUipp-FSU.

Avec d'autres syndicats, la FSU milite pour obtenir la création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B pour les AESH. Cette semaine de mobilisation est un tremplin « vers la construction d'un mouvement plus long », promet Mathilde Marnière. Car « les collègues ne peuvent pas se permettre de faire une journée de grève et perdre 30 € », rappelle la représentante des AESH de [Normandie](#).